

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.185/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 19 janvier 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police", a donné le 25 janvier 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 31.185/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 januari 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten", heeft op 25 januari 2001 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Om redenen van dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de inwerkingtreding van het rechtspositiebesluit van het personeel van de politiediensten op 1 april 2001 nog tal van uitvoeringsbesluiten vergt; dat die uitvoeringsbesluiten het voorwerp moeten uitmaken van onderhandeling of overleg met de representatieve vakorganisaties in de daartoe opgerichte organen; dat de voormelde ontwerpen van koninklijk besluit respectievelijk de oprichting bepalen van het onderhandelingscomité en de overlegcomités en de bepalingen omschrijven die via onderhandeling moeten worden vastgesteld; dat de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten op 1 januari 2001 in werking is getreden en de inwerkingtreding van de voormelde uitvoeringsbesluiten op diezelfde datum is vastgesteld; wat het voormelde ontwerp van ministerieel besluit betreft, dat de uitoefening van de syndicale prerogatieven van de verantwoordelijke leiders en hun vaste gemachtigden en van de vaste afgevaardigden, zoals vastgesteld in de voormelde wet, afhankelijk is van het bezit van hun legitimatiekaart, dat dit ontwerp van ministerieel besluit het model van die legitimatiekaart moet vaststellen alvorens die kan worden uitgereikt."

*

*

*

.../...

Observation générale

1. Parmi les droits économiques et sociaux protégés par l'article 23 de la Constitution, figurent "le droit au travail ..., ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective" (alinéa 3, 1°)

Dès lors que les prérogatives reconnues aux organisations syndicales participent à l'exercice de ces droits d'information, de consultation et de négociation collective, le Roi ne pourrait, sans méconnaître cette disposition constitutionnelle, restreindre les prérogatives qui étaient reconnues à ces organisations par les dispositions légales et réglementaires fixant le statut syndical des membres du personnel des corps de police qui ont été incorporés dans les services de la police intégrée, à moins que la restriction de ces prérogatives ne soit raisonnablement justifiée par un motif impérieux (1).

Dans le bref délai à lui imparti, il n'est pas possible au Conseil d'Etat de se prononcer avec certitude sur le point de savoir si, par comparaison aux dispositions fixées par ou en vertu, d'une part de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et, d'autre part, de la loi du 11 juillet 1978 (II) organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats

(1) Selon la section d'administration, un assouplissement des normes garantissant un droit consacré par l'article 23 de la Constitution n'est en effet admissible que s'il est justifié par des motifs impérieux (arrêt n° 80.018 du 29 avril 1999, Jacobs; voir la synthèse de cet arrêt par B. JADOT, Aménagement, 2000, p. 48.)

du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, les prérogatives des organisations syndicales sont restreintes et, dans l'affirmative, si cette restriction est justifiée par un motif impérieux.

Un exemple de réduction de ces prérogatives figure aux articles 40 et 56 du projet. Ces dispositions soumettent à l'agrément préalable toutes les catégories de "délégués syndicaux" visés à l'article 39, et non seulement les "délégués syndicaux permanents". Si cette obligation est effectivement prévue dans l'arrêté royal du 11 juillet 1978, elle ne figure, par contre, pas dans l'arrêté royal du 28 septembre 1984, qui limite cet agrément aux seuls délégués permanents. Le Conseil d'Etat se demande si un motif impérieux justifie bien que soit désormais soumis à un agrément préalable le membre du personnel d'un service de police qui désire exercer une quelconque prérogative syndicale, même celle consistant dans la participation aux travaux des commissions ou comités créés au sein de ces organisations syndicales.

2. Plusieurs dispositions du projet prévoient que des décisions de portée individuelle doivent être motivées.

L'obligation de motivation formelle de tels actes administratifs unilatéraux fait l'objet de la loi du 29 juillet 1991; prévoir cette obligation dans le projet est superflu et hasardeux dans la mesure où cela pourrait donner à penser que les décisions pour lesquelles elle n'est pas expressément prévue ne doivent pas être motivées.

.../...

Observations particulières

Préambule

Alinéas 5 et 6

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 9

Il y a lieu de réécrire l'alinéa comme suit :

"Vu l'avis 31.185/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 janvier 2001, en application de l'article 84, § 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Dispositif

Article 2

Selon cette disposition, l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 précitée est "d'application analogue pour les relations entre l'autorité et les organisations syndicales du personnel des services de police à l'exception des dispositions" du présent projet.

.../...

Cette méthode de législation par référence est source d'insécurité juridique (1).

Mieux vaut faire figurer dans le présent projet l'ensemble des dispositions relatives à la matière faisant l'objet du présent projet, ou, à tout le moins, citer expressément les dispositions de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 qui seront applicables aux relations entre les autorités et les organisations syndicales du personnel des services de police.

Article 7

Cette disposition prévoit que le ministre peut, par décision motivée, dans des cas d'extrême urgence, suspendre l'agrément d'une organisation syndicale durant la procédure du retrait de l'agrément.

La mesure de suspension de l'agrément d'une organisation syndicale est une mesure grave, qui ne devrait, en vertu du principe de bonne administration et d'équitable procédure, pouvoir être prise qu'après que l'organisation syndicale ait pu faire valoir ses moyens de défense.

(1) On peut ainsi, par exemple, se demander si l'article 77, § 3, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984, qui garantit l'avancement du délégué syndical permanent, est d'application analogue, dès lors que l'article 51 du projet, qui règle la position administrative de ce délégué, ne prévoit pas une telle garantie.

Si l'on peut admettre que l'autorité soit dispensée de cette formalité dans les cas d'extrême urgence, encore faut-il que la suspension soit, dans cette hypothèse, purement provisoire et strictement limitée dans le temps.

Or, le projet ne fixe aucun délai dans lequel devrait intervenir la décision de retrait d'agrément, de telle sorte qu'une organisation pourrait se voir privée, pour une durée indéterminée, des prérogatives qui lui sont reconnues du fait de son agrément.

Le projet doit, dès lors, être complété par une disposition prévoyant que la suspension est levée lorsque l'agrément n'est pas retiré dans un bref délai à déterminer.

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour l'article 50.

Chapitre II

Les dispositions de ce chapitre qui est relatif à la constatation de la représentativité sont largement inspirées de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 précité.

Toutefois, contrairement à ce que prévoit l'article 14, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 19 décembre 1974 précitée, le rôle que l'article 12, § 1er, de la loi du 24 mars 1999 confère à la "commission de contrôle" ne se borne pas au contrôle du "critère relatif au nombre des affiliés cotisants", mais à celui de l'ensemble des condi-

.../...

tions de la représentativité fixées par l'article 6 de la même loi.

Dès lors, les dispositions du projet, qui confient au ministre de l'Intérieur le contrôle de la condition de représentativité visée à l'article 6, alinéa 2, 2°, a), de la loi, sont contraires à l'article 12 précité.

Par ailleurs, en ce qui concerne les organisations siégeant dans le comité de négociation des services de police et dans l'organe de gestion des services sociaux, l'article 12 de la loi ne prévoit pas qu'elles doivent introduire une demande pour que ce contrôle soit effectué.

Par conséquent, les articles 8 et 9, dans la mesure où ils prévoient, respectivement, que les organisations syndicales agréées qui estiment qu'elles "continuent" à être représentatives, doivent également introduire une demande, et qu'une demande tardive prive les organisations candidates du contrôle de leur représentativité, sont pour ce motif également contraires à l'article 12 de la loi.

Il s'ensuit que le chapitre II doit être revu.

Article 17

L'article 5 de la loi du 24 mars 1999, selon lequel le Roi détermine la composition exacte et le fonctionnement du comité de négociation des services de police, ne L'habi-

.../...

lite pas à confier à ce comité des missions débordant du cadre du fonctionnement interne du comité (1).

Cette disposition doit, dès lors, être omise.

Article 41

Les mots "Sans préjudice des articles 42, 43, 46 et 57" sont source de confusion. Ils pourraient donner à penser que les congés syndicaux ou les dispenses de service prévus par ces articles ne sont pas imputés sur le nombre maximal de jours de congé syndicaux autorisés par la disposition. Or, l'article 57, alinéa 3, prévoit expressément le contraire. Dès lors, le Conseil d'Etat se pose la question si, par exemple, les congés prévus par l'article 43 doivent ou non être imputés sur le nombre maximal fixé à l'article 41.

Mieux vaut préciser expressément, dans un alinéa 2 à insérer, les jours de congé prévus par les autres dispositions du projet qui sont ou qui ne sont pas imputés sur le nombre maximal de jours de congé autorisé. Cet alinéa 2 serait le nouvel alinéa 2 de l'article 41.

(1) L'article 23 du projet, qui limite l'habilitation au règlement d'ordre intérieur du comité, ne soulève dès lors pas d'objection.

Article 70

L'article 35, alinéa 1er, de la loi du 24 mars 1999 prévoit une entrée en vigueur de la loi à une date "qui ne peut être postérieure au 1er janvier 2001". Lorsqu'une date limite est fixée pour la détermination de l'entrée en vigueur et qu'aucun arrêté n'a été pris à cet effet, le texte entre en vigueur dès que cette date limite est atteinte. L'arrêté en projet n'a pas à fixer l'entrée en vigueur de la loi.

Si le texte doit avoir un effet rétroactif, il y a lieu de rappeler que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut se justifier par une autorisation légale. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels. La formule utilisée n'est pas alors "entrer en vigueur le (date)" mais "produire ses effets le (date)".

L'article 70 en projet pourrait être réécrit comme suit :

"Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 2001."

.../...

Obervation finale

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation formulée dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

"Om redenen van dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de inwerkingtreding van het rechtspositiebesluit van het personeel van de politiediensten op 1 april 2001 nog tal van uitvoeringsbesluiten vergt; dat die uitvoeringsbesluiten het voorwerp moeten uitmaken van onderhandeling of overleg met de representatieve vakorganisaties in de daartoe opgerichte organen; dat de voormelde ontwerpen van koninklijk besluit respectievelijk de oprichting bepalen van het onderhandelingscomité en de overlegcomités en de bepalingen omschrijven die via onderhandeling moeten worden vastgesteld; dat de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten op 1 januari 2001 in werking is getreden en de inwerkingtreding van de voormelde uitvoeringsbesluiten op diezelfde datum is vastgesteld; wat het voormelde ontwerp van ministerieel besluit betreft, dat de uitoefening van de syndicale prerogatieven van de verantwoordelijke leiders en hun vaste gemachtigden en van de vaste afgevaardigden, zoals vastgesteld in de voormelde wet, afhankelijk is van het bezit van hun legitimatiekaart, dat dit ontwerp van ministerieel besluit het model van die legitimatiekaart moet vaststellen alvorens die kan worden uitgereikt."

*

*

*

.../...

Algemene opmerking

1. Tot de sociale en economische rechten die bij artikel 23 van de Grondwet worden beschermd, behoren "het recht op arbeid (...), alsmede het recht op informatie, overleg en collectief onderhandelen" (derde lid, 1°).

Aangezien de prerogatieven die aan de vakorganisaties zijn toegekend, te maken hebben met de uitoefening van dat recht op informatie, overleg en collectief onderhandelen, kan de Koning de prerogatieven die aan deze organisaties worden toegekend bij de wets- en verordeningsbepalingen tot vaststelling van het vakbondsstatuut van de personeelsleden van de politiekorpsen die zijn opgenomen in de diensten van de geïntegreerde politie, niet beperken zonder die grondwetsbepaling geweld aan te doen, tenzij er een dwingende reden is die een redelijke verantwoording voor de beperking van die prerogatieven oplevert (1).

Binnen het korte tijdsbestek waarbinnen de Raad van State advies moet uitbrengen, vermag hij zich niet met zekerheid uit te spreken over de vraag of de prerogatieven van de vakorganisaties beperkt zijn in vergelijking met hetgeen bij of krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de

(1) Volgens de afdeling administratie is een versoepeling van de regels die een recht waarborgen dat in artikel 23 van de Grondwet is vastgelegd, immers alleen aanvaardbaar als er daarvoor dwingende redenen zijn (arrest nr. 80.018 van 29 april 1999, Jacobs; zie voor een korte inhoud van dat arrest : B. JADOT, Aménagement, 2000, blz. 48).

vakbonden van haar personeel, alsmede bij of krachtens de wet van 11 juli 1978 (II) tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswacht-personeel van het operationeel korps is bepaald, en zo ja, of er een dwingende reden voor die beperking is.

Een voorbeeld van een beperking van die prerogatieven is te vinden in de artikelen 40 en 56 van het ontwerp. Daarin staat dat alle, in artikel 39 genoemde categorieën van "vakbondsafgevaardigden", en niet alleen de "vaste vakbondsafgevaardigden", eerst moeten worden erkend. Die verplichting is weliswaar vervat in het koninklijk besluit van 11 juli 1978, maar niet in het koninklijk besluit van 28 september 1984, waarbij deze erkenning alleen voor vaste afgevaardigden wordt vereist. De Raad van State vraagt zich af of er wel een dwingende reden is om te bepalen dat het personeelslid van een politiedienst dat enig vakbondsprerogatief wil uitoefenen, zelfs het prerogatief dat bestaat in het deelnemen aan de werkzaamheden van de commissies of comités die binnen die vakorganisaties zijn opgericht, voortaan vooraf moet zijn erkend.

2. In verscheidene bepalingen van het ontwerp staat dat beslissingen met individuele strekking moeten worden gemotiveerd.

De verplichting om zulke eenzijdige bestuurs-handelingen uitdrukkelijk te motiveren, wordt opgelegd in de wet van 29 juli 1991; het is overbodig en riskant die verplichting in het ontwerp op te leggen, aangezien dat de

.../...

indruk zou kunnen wekken dat beslissingen waarvoor die verplichting niet uitdrukkelijk wordt opgelegd, niet hoeven te worden gemotiveerd.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Vijfde en zesde lid

Overeenkomstig "Wetgevingstechniek - Aanbevelingen en formules" zouden die leden als volgt gesteld moeten worden :

"Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 20 april 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 mei 2000;".

Negende lid

Het lid behoort als volgt te worden herschreven :

"Gelet op advies 31.185/2 van de Raad van State, gegeven op 25 januari 2001, met toepassing van artikel 84, § 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

.../...

Dispositief

Artikel 2

Volgens deze bepaling is het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de voornoemde wet van 19 december 1974 "van overeenkomstige toepassing op de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van het personeel van de politiediensten met uitzondering van de bepalingen" van het onderhavige ontwerp.

Deze werkwijze van regelgeving door verwijzing is een bron van rechtsonzekerheid (1).

Het is beter alle bepalingen omtrent de aangelegenheid die in het onderhavige ontwerp wordt geregeld, in het onderhavige ontwerp op te nemen of op zijn minst de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 september 1984 die van toepassing worden op de betrekkingen tussen de overheid en de vakorganisaties van het personeel van de politiediensten, uitdrukkelijk te vermelden.

(1) Zo rijst bijvoorbeeld de vraag of artikel 77, § 3, van het koninklijk besluit van 28 september 1984, dat de bevordering van vaste vakbondsafgevaardigden waarborgt, van overeenkomstige toepassing is, aangezien artikel 51 van het ontwerp, dat de administratieve stand van die afgevaardigden regelt, dat niet waarborgt.

Artikel 7

Dit artikel bepaalt dat de minister de erkenning van een vakorganisatie in gevallen van uiterst dringende noodzakelijkheid bij een met redenen omklede beslissing kan schorsen tijdens de procedure van intrekking van de erkenning.

Het schorsen van de erkenning van een vakorganisatie is een ernstige maatregel, die krachtens het beginsel van behoorlijk bestuur en billijke procedure alleen zou mogen kunnen worden genomen nadat de vakorganisatie haar verweermiddelen heeft kunnen aanvoeren.

Hoewel kan worden aangenomen dat de overheid in gevallen van uiterst dringende noodzakelijkheid van dat vormvereiste is ontslagen, mag de schorsing in dat geval slechts louter provisorisch zijn en moet ze strikt beperkt zijn in de tijd.

In het ontwerp wordt evenwel niet bepaald binnen welk tijdsbestek de beslissing tot intrekking van de erkenning moet vallen, zodat een organisatie mogelijk voor onbepaalde tijd de prerogatieven ontnomen worden die ze uit hoofde van haar erkenning heeft.

Het ontwerp moet dus worden aangevuld met een bepaling waarin staat dat de schorsing wordt opgeheven wanneer de erkenning niet binnen een korte, te bepalen termijn is ingetrokken.

.../...

Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor artikel 50.

Hoofdstuk II

De bepalingen van dit hoofdstuk, dat betrekking heeft op het vaststellen van de representativiteit, zijn in ruime mate gebaseerd op het voornoemde koninklijk besluit van 28 september 1984.

In tegenstelling met wat artikel 14, § 1, eerste lid, van de genoemde wet van 19 december 1974 bepaalt, beperkt de rol die bij artikel 12, § 1, van de wet van 24 maart 1999 aan de controlecommissie wordt verleend, zich echter niet tot het controleren van het "criterium inzake het aantal bijdrageplichtige leden", maar heeft ze betrekking op alle representativiteitsvoorwaarden die in artikel 6 van dezelfde wet worden gesteld.

De bepalingen van het ontwerp, waarbij aan de Minister van Binnenlandse Zaken de controle van de representativiteitsvoorwaarde gesteld in artikel 6, tweede lid, 2°, a), van de wet wordt toevertrouwd, zijn dus strijdig met het voornoemde artikel 12.

In verband met de organisaties die zitting hebben in het onderhandelingscomité van de politiediensten en in het beheersorgaan van de sociale diensten, bepaalt artikel 12 van de wet bovendien niet dat die controle alleen wordt uitgevoerd als de organisaties een aanvraag hebben ingediend.

.../...

Om die reden zijn de artikelen 8 en 9, voorzover daarin respectievelijk wordt bepaald dat erkende vakorganisaties die van oordeel zijn dat ze representatief "blijven" ook een aanvraag moeten indienen en dat kandiderende organisaties die de aanvraag te laat indienen, niet in aanmerking komen voor controle van hun representativiteit, bijgevolg ook strijdig met artikel 12 van de wet.

Daaruit volgt dat hoofdstuk II moet worden herzien.

Artikel 17

Artikel 5 van de wet van 24 maart 1999, volgens hetwelk de Koning de nadere samenstelling en de werking van het onderhandelingscomité van de politiediensten bepaalt, maakt Hem evenwel niet bevoegd om aan dat comité taken op te dragen die buiten het kader van de interne werking van het comité vallen (1).

Deze bepaling moet dus vervallen.

Artikel 41

De woorden "Onverminderd de artikelen 42, 43, 46 en 57" zijn verwarrend. Ze kunnen de indruk wekken dat het

(1) Artikel 23 van het ontwerp, waarin de bevoegdverklaring tot het huishoudelijk reglement van het comité wordt beperkt, levert dus geen bezwaar op.

vakbondsverlof of de vrijstelling van dienst waarin die artikelen voorzien, niet in mindering komen van het maximumaantal dagen vakbondsverlof dat bij de bepaling wordt toegestaan. Artikel 57, derde lid, bepaalt evenwel uitdrukkelijk het tegendeel. Bijgevolg vraagt de Raad van State zich af of bijvoorbeeld het in artikel 43 genoemde verlof al dan niet in mindering moet worden gebracht op het in artikel 41 bepaalde maximumaantal dagen.

Het is beter in een tweede lid uitdrukkelijk te bepalen welke, in de overige bepalingen van het ontwerp genoemde verlofdagen al dan niet in mindering worden gebracht op het maximumaantal verlofdagen dat wordt toegestaan. Dat tweede lid zou het nieuwe tweede lid vormen van artikel 41.

Artikel 70

Artikel 35, eerste lid, van de wet van 24 maart 1999 bepaalt dat de inwerkingtreding van de wet "niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2001". Wanneer een uiterste datum is vastgesteld voor het bepalen van de datum van inwerkingtreding en daartoe geen enkel besluit is genomen, treedt de regeling in werking zodra die uiterste datum is bereikt. De inwerkingtreding van de wet hoort niet in het ontworpen besluit te worden bepaald.

Indien de tekst moet terugwerken, zij er nogmaals op gewezen dat als algemeen rechtsbeginsel geldt dat administratieve handelingen geen terugwerkende kracht

.../...

hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien er geen wet is die terugwerkende kracht toestaat, kan terugwerking alleen uitzonderlijk worden aanvaard wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst of om een feitelijke of rechtelijke situatie te regulariseren en voorzover hierbij de vereisten inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in acht worden genomen. De formule die dan wordt gebruikt is niet "treedt in werking op (datum)", maar "heeft uitwerking met ingang van (datum)".

Het ontworpen artikel 70 zou als volgt kunnen worden geschreven :

"Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.".

Slotopmerking

Het zou correcter zijn om overal in het ontwerp het bijvoeglijk naamwoord "syndicaal" te vervangen door "vakbonds-".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté
par M. L. DETROUX, auditeur. La
note du Bureau de coordina-
tion a été rédigée et exposée
par Mme G. MARTOU, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatie-
bureau werd opgesteld en toegelicht
door Mevr. G. MARTOU, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS